

OPINION INDIVIDUELLE DE M. AMMOUN, VICE-PRÉSIDENT

Tout en souscrivant à l'avis auquel la Cour est arrivée, je me vois tenu de traiter dans ma présente opinion de certaines questions qu'elle n'a pas abordées, et de certaines autres qui exigent de plus amples développements, ou qui ont reçu une solution ou un traitement auxquels je ne puis me rallier.

*
* *

La Cour a considéré avec raison que des liens juridiques existaient, au moment de la colonisation espagnole, entre le Maroc et le Sahara occidental.

Mais c'est sans raisons suffisamment convaincantes qu'elle minimise la nature de ces liens en soutenant qu'ils consistaient en une allégeance de la population saharienne au sultan du Maroc. Allégeance politique au Sultan disent opportunément les paragraphes 95, 107, 129.

Je développerai longuement les objections que soulève cette thèse. Pour le moment je voudrais préciser la notion d'allégeance au souverain marocain pour en déterminer la portée exacte.

*
* *

En elle-même, l'allégeance au souverain est de caractère politique et constitutionnel, comme dans certains pays qui étaient soumis à une féodalité militaire. Au surplus, au temps de la colonisation espagnole, c'est-à-dire vers la fin du XIX^e siècle, le Sultan réunissait en sa personne les pouvoirs législatif et exécutif, auxquels s'ajoutait le pouvoir spirituel. Il les exerçait par des dahirs. Ces dahirs étaient délivrés, fait significatif, sous la seule signature du Sultan.

N'est-ce pas à dire que le Sultan en ce temps-là personnifiait l'Etat dont il exerçait tous les pouvoirs ? Aussi l'allégeance au Sultan, ou souverain, équivalait-elle à l'allégeance à l'Etat. Et c'est reconnaître en conséquence que les liens juridiques du Maroc avec le Sahara occidental reconnus par la Cour se traduisent par des liens politiques, voire des liens de souveraineté.

*
* *

Pendant nous devons nous rendre compte que ces liens, qui sont de caractère politique, doivent être considérés comme tels directement et sans le détour emprunté par l'avis, celui de l'allégeance au Sultan.

SEPARATE OPINION OF VICE-PRESIDENT AMMOUN

[Translation]

While subscribing to the Opinion arrived at by the Court, I feel obliged to deal in this opinion with certain questions to which the Court did not address itself, and with certain others that need to be developed at greater length, or which received a solution or treatment that I am unable to agree with.

*
* *

The Court has rightly held that legal ties existed, at the time of colonization by Spain, between Morocco and Western Sahara.

Without sufficiently convincing reasons, however, it minimizes the nature of those ties by maintaining that they consisted in an allegiance of the Saharan population to the Sultan of Morocco. Paragraphs 95, 107 and 129 quite properly speak of “political” allegiance to the Sultan.

I shall develop the objections to this thesis at length. For the moment, I should like to define the notion of allegiance to the Moroccan sovereign more precisely in order to determine its exact bearing.

*
* *

In itself, allegiance to the sovereign is of a political and constitutional character, as in certain countries that were subject to a military feudal system. Furthermore, at the time of colonization by Spain, that is to say towards the end of the nineteenth century, the Sultan combined in his person the legislative and executive powers, to which was added the spiritual power. He exercised those powers by means of dahirs, which were issued — a significant fact — under his sole signature.

Does this not mean that the Sultan at that time personified the State, all of whose powers he exercised? Therefore allegiance to the Sultan, or sovereign, was equivalent to allegiance to the State. This entails acknowledging that the legal ties between Morocco and Western Sahara recognized by the Court took the form of political ties, indeed ties of sovereignty.

*
* *

We must, however, realize that these ties, which are of a political character, are to be considered as such directly and not in the round about way adopted in the Advisory Opinion, *via* allegiance to the Sultan.

Cela résulte, sur le plan international, des actes internationaux — traités et déclarations unilatérales des gouvernements étrangers — et, dans le domaine interne, des actes de l'autorité marocaine.

*
* *
*

Il faut débarrasser tout d'abord le terrain de la discussion de la thèse selon laquelle le Sahara occidental n'était pas *terra nullius*, non pas parce qu'il avait des liens juridiques avec le Maroc et la Mauritanie, mais parce que les tribus y habitant étaient politiquement organisées et ont signé des accords avec l'Espagne (accords d'Idjil).

Je ne m'arrête pas à la discussion de la valeur juridique de ces accords qui ont été signés par des particuliers non munis, antérieurement à la signature, de pouvoirs délivrés par l'Etat espagnol.

A les supposer juridiquement valables, on ne pouvait en conclure que le Sahara occidental, étant maître de ses destinées, n'avait pas de liens juridiques avec le Maroc et la Mauritanie. Car la faculté de signer des accords n'est pas incompatible avec l'existence d'une autorité superposée à l'autorité locale.

En tout cas, si le Sahara occidental s'est trouvé coupé de tout pouvoir politique extérieur, il semble bien que cela soit l'effet de la colonisation.

Telle a été généralement la politique du colonialisme: elle a laissé dépérir les langues, les littératures et les civilisations locales ou régionales, dont la civilisation arabe dans les pays du Maghreb, aux sources philosophiques et scientifiques de laquelle a puisé l'Europe du Moyen Age jusqu'aux débuts de la Renaissance.

Dans une seconde étape, les colonisateurs ont œuvré en vue de gagner les peuples colonisés à leur propre civilisation pour se les mieux attacher.

Dans le Sahara occidental, cette politique envahissante n'a cependant pas supprimé tous liens avec les autres Arabes. Des rapports ont subsisté depuis la conquête musulmane et sous les dynasties maghrébines successives jusqu'à la dynastie alaouite régnante.

Si telle est bien l'explication de l'origine d'une certaine vie autonome des populations tribales du Sahara occidental, on peut penser de même que les tendances séparatistes actuelles que signale le conseil de l'Espagne (audience du 22 juillet 1975, matin), à savoir le document envoyé par la djemaa au chef de l'Etat espagnol le 23 mars 1973 et les déclarations faites par certains groupes locaux sont, elles aussi, le résultat d'une présence étrangère. Nous verrons au surplus (*infra*, p. 101) pourquoi l'Espagne tient tellement au référendum.

M. Benjelloun, procureur général de la Cour suprême du Maroc et bien au fait de la géographie et de l'histoire de son pays, a réfuté ladite thèse dans un savant exposé; il a fait justice de l'argumentation tendant à nier les rapports naturels et humains et, en définitive, les liens juridiques qui font de la partie nord du Sahara occidental un territoire relevant de l'Empire du Maroc. Et le

This follows, on the international level, from international instruments—treaties and unilateral declarations of foreign governments—and internally, from acts of Moroccan authority.

*
* *

It is first necessary to clear the ground by disposing of the thesis according to which Western Sahara was not *terra nullius*, not because it had legal ties with Morocco and Mauritania, but because the tribes inhabiting it were politically organized and signed agreements with Spain (the 'Ijil Agreements).

I shall not pause to discuss the legal validity of those Agreements, which were signed by private persons who had not been invested prior to the act of signature with powers conferred by the Spanish State.

Even supposing them to be legally valid, one could not conclude from them that Western Sahara, being the master of its own destiny, had no legal ties with Morocco and Mauritania. For the capacity to sign agreements is not incompatible with the existence of an authority superimposed on the local authority.

In any case, if Western Sahara found itself cut off from any external political power, this would certainly seem to be the effect of colonization.

This was generally the policy of colonialism: it let the local and regional languages, literature and civilizations fall into decay, including the Arab civilization of the countries of the Maghreb, upon whose philosophical and scientific sources Europe drew from the Middle Ages up until the beginning of the Renaissance.

In a second stage, the colonizers sought to win over the colonized peoples to their own civilization, in order to bind them more closely to themselves.

In Western Sahara, this policy of encroachment did not, however, suppress all ties with the other Arabs. Relations continued to exist from the Muslim conquest onwards and under the successive Maghreb dynasties up until the reigning 'Alaweet dynasty.

If this is indeed the explanation for the origin of a certain autonomous way of life on the part of the tribal populations in Western Sahara, one can similarly suppose that the present separatist tendencies pointed to by counsel for Spain (hearing of 22 July 1975, morning), namely the document sent by the Jum'a to the Head of the Spanish State on 23 March 1973, and the statements made by various local groups, are also the result of a foreign presence. We shall see, moreover (*infra*, p. 101), why Spain is so keen on a referendum.

Mr. Benjelloun, *Procureur général* of the Supreme Court of Morocco, who is well acquainted with the geography and history of his country, refuted this argument in a learned address; he disposed of the argument which denies the natural and human relationships and, in fact, the legal ties which make the northern part of Western Sahara a territory forming part of the Empire of

procureur général de conclure, à bon escient, que, entre les Sahraoui et leurs compatriotes marocains, existe ce qui fait d'eux une même nation, à savoir:

« le passé commun qu'ils ont forgé, les luttes menées de concert, le même idéal partagé, une culture bâtie sur un effort concerté et une volonté permanente, une détermination réelle à vivre ensemble » (audience du 30 juin 1975).

La thèse espagnole serait en somme contredite, du point de vue du Maroc, par un faisceau de preuves basé sur des actes diplomatiques, des considérations ethniques, des mœurs communes, une même vie sociale et culturelle, une langue unique, une religion et des pratiques religieuses communes, des luttes en commun, la soumission à l'autorité des sultans marocains, enfin et surtout les aspirations communes qui ont constitué, en somme, les liens unissant juridiquement les éléments d'une même nation.

*
* *
*

LA « TERRA NULLIUS »

M. Bayona-ba-Meya, premier président de la Cour suprême du Zaïre, et M. Mohammed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie à Paris, représentants respectifs de la République du Zaïre et de la République algérienne démocratique et populaire, ont exprimé tous deux, à propos de la notion de *terra nullius*, des vues pénétrantes qui forcent l'attention.

*
* *
*

Quiconque est familier avec la philosophie de Zénon de Sidon ou de Citium et de son école du Portique ne peut manquer d'être frappé par la similitude des idées de ce philosophe et des vues de M. Bayona-ba-Meya quant aux liens entre l'être humain et la nature, entre l'homme et le cosmos. En outre, la spiritualité de la pensée du représentant du Zaïre fait écho à la spiritualité des Africains bantous que nous livre dans son ouvrage intitulé *Philosophie bantoue* le père Placide Tempels, franciscain belge. Celui-ci y voit une « analogie saisissante » avec « cette doctrine spirituelle intense qui anime et alimente les âmes au sein de l'Eglise catholique ».

M. Bayona-ba-Meya en vient à rejeter la notion matérialiste de la *terra nullius*, notion qui a abouti, à la suite de la Conférence de Berlin de 1885, au dépeçage de l'Afrique. M. Bayona-ba-Meya y substitue un concept spiritua- liste: le lien ancestral entre la terre, ou la « mère nature », et l'homme qui en est

Morocco. The *Procureur général* concluded, very rightly, that, between the Sahrawi and their Moroccan compatriots there existed something which made of them one and the same nation, namely:

“... the shared past which they have wrought, the struggles carried out side by side, the same shared ideal, a culture based on a concerted effort and lasting will, a real determination to live together ...” (hearing of 30 June 1975).

Thus from the point of view of Morocco, the Spanish argument is contradicted by a body of evidence based on diplomatic instruments, ethnic considerations, common customs, one and the same social and cultural life, a single language, common religion and religious practices, struggles carried out side by side, submission to the authority of Moroccan Sultans, and finally and above all the common aspirations which have ultimately constituted the ties which as a matter of law link together the elements of one and the same nation.

*
* *

“TERRA NULLIUS”

Mr. Bayona-Ba-Meya, Senior President of the Supreme Court of Zaire, and Mr. Mohammed Bedjaoui, Algerian Ambassador in Paris, representatives respectively of the Republic of Zaire and the Democratic and Popular Republic of Algeria, both expressed penetrating views which compel our attention with regard to the concept of *terra nullius*.

*
* *

Anyone familiar with the philosophy of Zeno of Sidon or Citium and his Stoic school cannot but be struck by the similarity between the ideas of that philosopher and the views of Mr. Bayona-Ba-Meya as to the links between human beings and nature, between man and the cosmos. Further, the spirituality of the thinking of the representative of Zaire echoes the spirituality of the African Bantu revealed to us by Father Placide Tempels, a Belgian Franciscan, in his work *Philosophie bantoue*. The author sees therein a “striking analogy” with “that intense spiritual doctrine which quickens and nourishes souls within the Catholic Church”.

Mr. Bayona-Ba-Meya goes on to dismiss the materialistic concept of *terra nullius*, which led to this dismemberment of Africa following the Berlin Conference of 1885. Mr. Bayona-Ba-Meya substitutes for this a spiritual notion: the ancestral tie between the land, or “mother nature”, and the man

issu, qui y reste attaché, et qui doit y retourner un jour pour s'unir à ses ascendants. Ce lien fonde la propriété du sol ou, mieux encore, la souveraineté. Ce qui revient à nier la notion même de *terra nullius* au sens d'une terre susceptible d'appropriation par quelqu'un qui n'en est pas issu. C'est la condamnation de la notion moderne, définie par Pasquale Fiore, considérant *terra nullius* les territoires habités par des populations dont la civilisation, au sens du droit public de l'Europe, est peu avancée et dont l'organisation politique n'est pas conçue selon les normes occidentales.

On peut aller encore plus loin dans l'analyse de l'exposé du représentant zaïrois pour dire que celui-ci exclut de la notion de *terra nullius* tout territoire habité. Il rejoint ainsi Vattel, qui a défini la *terra nullius* une terre vide d'habitants.

C'est la réponse qu'on peut faire aux congressistes de Berlin en 1885 qui ont considéré, au cours de la flambée colonialiste du XIX^e siècle et pour en assurer le succès en éliminant les compétitions, que l'Afrique subsaharienne est une immense *terra nullius* qui revient au premier occupant, alors que ce continent est habité depuis les temps préhistoriques, que des royaumes florissants y ont été constitués — le Ghana, le Mali, le Bournou — dont la civilisation a survécu jusqu'à l'époque coloniale et n'a succombé que sous les coups de la colonisation et de la traite (*C.I.J. Recueil 1971*, p. 86, opinion individuelle). Et c'est dans la partie méridionale de ce continent et au Kenya que les ethnologues ont découvert les restes des premiers hominiens.

*
* *

Quant à M. Mohammed Bedjaoui, il distingue, avec une science consommée, dans un hardi survol de l'histoire, depuis l'Antiquité jusqu'aux Temps modernes, trois grandes époques:

- 1) L'Antiquité romaine, où est *nullius* tout territoire qui n'est pas romain.
- 2) L'époque des grandes découvertes des XVI^e et XVII^e siècles, durant laquelle est *nullius* tout territoire qui n'appartient pas à un souverain chrétien.
- 3) Le XIX^e siècle, au cours duquel est *nullius* tout territoire qui n'appartient pas à un Etat dit civilisé.

C'est, en somme, la condamnation de la notion de *terra nullius* dans tous les temps, jusqu'à l'orée du XX^e siècle, pour justifier la conquête et la colonisation. On sait qu'au XVI^e siècle François de Vittoria s'était élevé contre la notion de *res nullius* appliquée aux Indiens de l'Amérique pour les déposséder de leurs terres.

Cette conception de l'éminent juriste et canoniste espagnol, reprise par Vattel au XIX^e siècle, n'eut guère d'écho au congrès de Berlin en 1885. C'est pourtant celle qui mérite d'être actuellement retenue. L'avis, après avoir

who was born therefrom, remains attached thereto, and must one day return thither to be united with his ancestors. This link is the basis of the ownership of the soil, or better, of sovereignty. This amounts to a denial of the very concept of *terra nullius* in the sense of a land which is capable of being appropriated by someone who is not born therefrom. It is a condemnation of the modern concept, as defined by Pasquale Fiore, which regards as *terrae nullius* territories inhabited by populations whose civilization, in the sense of the public law of Europe, is backward, and whose political organization is not conceived according to Western norms.

One might go still further in analysing the statement of the representative of Zaire so as to say that he would exclude from the concept of *terra nullius* any inhabited territory. His view thus agrees with that of Vattel, who defined *terra nullius* as a land empty of inhabitants.

This is the reply which may be given to the participants in the Berlin Conference of 1885, who, during the fierce blaze of nineteenth-century colonialism, the success of which they sought to ensure by eliminating competition, regarded sub-Saharan Africa as an immense *terra nullius* available for the first occupier, whereas that continent had been inhabited since prehistoric times, and flourishing kingdoms had there been established – Ghana, Mali, Bornu – whose civilization survived until the colonial period, and only succumbed to the wounds inflicted by colonization and the slave trade (*I.C.J. Reports 1971*, p. 86, separate opinion). It was in the southern part of this continent and in Kenya that the ethnologists discovered the remains of the first hominoids.

*
* *
*

As for Mr. Mohammed Bedjaoui, in a bold survey of history from antiquity up to modern times, he distinguishes, with consummate skill, three major epochs:

- (1) Roman antiquity, when any territory which was not Roman was *nullius*.
- (2) The epoch of the great discoveries of the sixteenth and seventeenth centuries, during which any territory not belonging to a Christian sovereign was *nullius*.
- (3) The nineteenth century, during which any territory which did not belong to a so-called civilized State was *nullius*.

In short, the concept of *terra nullius*, employed at all periods, to the brink of the twentieth century, to justify conquest and colonization, stands condemned. It is well known that in the sixteenth century Francisco de Vittoria protested against the application to the American Indians, in order to deprive them of their lands, of the concept of *res nullius*.

This approach by the eminent Spanish jurist and canonist, which was adopted by Vattel in the nineteenth century, was hardly echoed at all at the Berlin Conference of 1885. It is however the concept which should be

mentionné la grande diversité des opinions des juristes modernes, fait, au paragraphe 80, un grand pas dans la voie tracée par Vittoria, Vattel et MM. Bedjaoui et Bayona-ba-Meya.

LA RECONNAISSANCE PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
DES LIENS JURIDIQUES DU MAROC AVEC LE SAHARA OCCIDENTAL

Les traités

Il faut signaler d'abord que l'avis n'a pas fait état de certains traités pertinents, ou les a interprétés différemment de leur sens réel.

L'analyse de ces actes dénote l'existence d'une autorité marocaine étatique ou politique s'étendant jusqu'au cap Bojador, englobant Sakiet El Hamra.

*
* *
*

1. Il y a d'abord deux traités du XVI^e siècle, cités par l'historien Romeu (tome I). Ce sont les traités d'Alcaçovas et de Cintra entre l'Espagne et le Portugal.

Le traité d'Alcaçovas fixe, du commun accord des deux Puissances, la limite du Royaume de Marrakech au sud du cap Bojador.

Le traité de Cintra en fait de même de ce qu'il appelle le Royaume de Fès.

Les deux traités, dont la pertinence paraît manifeste, n'ont même pas été mentionnés par l'avis.

Ils ne se bornent pas à faire état d'une allégeance au Sultan, mais reconnaissent que l'autorité du Maroc s'étendait au-delà du cap Bojador.

2. Il y a aussi le traité entre le Maroc et l'Espagne du 1^{er} mars 1767.

Ce traité, qui dispose dans l'article 18 que la souveraineté chérifienne s'étendait au-delà de Wady Noun, c'est-à-dire plus au sud dans la région limitrophe de Sakiet El Hamra, a soulevé une controverse entre le Maroc et l'Espagne; il a été rejeté par l'avis, la Cour n'ayant pas cru nécessaire de trancher cette controverse sous prétexte que l'article 18 aurait été remplacé par l'article 38 du traité hispano-marocain du 20 novembre 1861. C'était dire que l'article 18 a été abrogé. Il ne l'a pas été cependant de façon expresse par une disposition quelconque du traité de 1861. Il ne paraît pas non plus avoir été abrogé tacitement par l'article 38. Cet article est venu plutôt le compléter et le renforcer. Je reviendrai plus loin sur l'analyse de l'article 38. En outre, la reconnaissance de l'extension du territoire marocain par l'article 18 était acquise et ne saurait être déniée par la suite.

adopted today. The Advisory Opinion, after mentioning the great diversity of views among modern jurists, takes, in paragraph 80, a considerable step along the path marked out by Vittoria, Vattel, Mr. Bedjaoui and Mr. Bayona-ba-Meya.

RECOGNITION BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY OF THE LEGAL
TIES BETWEEN MOROCCO AND WESTERN SAHARA

The Treaties

It must first be pointed out that the Advisory Opinion has left out of account, or has misinterpreted, certain relevant treaties.

An analysis of these instruments points to the existence of a Moroccan political or State authority extending as far as Cabo Bojador and embracing the Sakiet El Hamra.

*
* *

1. To begin with, there are two sixteenth-century treaties, quoted by the historian Romeu (Vol. I): the Treaty of Alcaçovas and the Treaty of Cintra, between Spain and Portugal.

The Treaty of Alcaçovas fixed, by agreement between the two Powers, the limits of the Kingdom of Marrakesh to the south of Cabo Bojador.

The Treaty of Cintra does the same thing for what it calls the Kingdom of Fez.

These two treaties, whose relevance appears manifest, are not even mentioned in the Advisory Opinion.

They do not simply record an allegiance to the Sultan, but recognize that the authority of Morocco extended beyond Cabo Bojador.

2. Then there is the treaty between Morocco and Spain of 1 March 1767.

This treaty, according to Article 18 of which Sherifian sovereignty extended beyond the Wad Noun, i.e., further south into the neighbouring region of Sakiet El Hamra, gave rise to a controversy between Morocco and Spain; it is rejected by the Advisory Opinion, the Court not having found it necessary to resolve the controversy on the ground that Article 18 had been superseded by Article 38 of the Hispano-Moroccan Treaty of 20 November 1861: in other words, that it had been abrogated. It was not, however, expressly abrogated by any provision of the Treaty of 1861, nor does it appear to have been tacitly abrogated by Article 38 of that Treaty, the function of which was rather to supplement and reinforce it. I shall have more to say about Article 38 later on. Furthermore, the recognition of the extent of Moroccan territory in Article 18 was established, and could not subsequently be denied.

Il faut donc s'en tenir à l'article 18 du traité de 1767, que l'Espagne interprète de façon erronée en opposant le texte espagnol du traité.

Le Maroc a soutenu, conformément à une jurisprudence constante, que, lorsque deux textes d'un même traité ne concordent pas, c'est le texte le plus restrictif qui doit l'emporter, en l'occurrence le texte arabe.

L'avis a mentionné cette affirmation du Maroc mais n'y a pas répondu. Il ne pouvait pas la rejeter parce que, comme il a été rappelé, elle a pour fondement une jurisprudence constante. Or voici ce que dit le texte arabe:

« Sa majesté impériale met en garde les habitants des Canaries contre toute initiative d'aller pêcher sur les côtes d'Oued Noun et au-delà. Il dégage toute responsabilité de ce qui leur arrivera de la part des Arabes du pays auxquels il est difficile d'appliquer les décisions, eux qui n'ont pas de résidence fixe, qui se déplacent comme ils veulent et plantent leurs tentes où ils l'entendent... »

L'Espagne conteste le sens de ce texte, prétendant qu'il signifie que les nomades échappent à la *juridiction* du Sultan, et non aux *décisions* qui seraient prises à leur encontre par le Sultan.

La controverse tourne autour du terme *ahkam*, traduit par *décisions*.

Un argument péremptoire en faveur de la thèse marocaine est que le sens que l'Espagne veut attribuer au mot *ahkam*, c'est-à-dire le sens de *juridiction*, est toujours au singulier: *hokm*. Alors qu'il est au pluriel, *ahkam*, dans le texte de l'article 18. En français on dit bien la juridiction du Sultan ou de l'Etat, et non pas les juridictions. En arabe, de même, on dit *hokm el Sultan* ou *hokm eddaoulo* au singulier, et non pas *ahkam* au pluriel. Ce qui veut bien dire que *ahkam* dans l'article 18 ne peut avoir que le sens de *décisions* au pluriel.

Un second argument:

On aurait pu hésiter sur le sens que l'Espagne et le Maroc donnent au terme *ahkam* indépendamment de l'argument précédent, mais l'hésitation n'aurait été permise que si l'on prenait le terme en dehors de son contexte.

En effet, dans l'énoncé de l'article 18, une explication est donnée: c'est le nomadisme des populations de Wady Noun et au-delà. Or, le nomadisme, qui rend ces populations souvent insaisissables après le fait illicite qui leur est imputé, n'exclut pas l'autorité existante sur le territoire qu'elles traversent. Le nomadisme ne peut que rendre difficiles l'application et l'exécution des décisions de l'autorité gouvernante qui les prononce.

Le Maroc en déduit à bon droit l'existence de l'autorité chérifienne sur Wady Noun et au-delà dans le Sahara occidental, outre l'allégeance au Sultan.

3. Au surplus, le traité du 20 novembre 1861, bien loin d'affaiblir le raisonnement du Maroc, est, comme il a été dit, de nature à le renforcer. Il dispose en effet:

We must therefore abide by Article 18 of the Treaty of 1767, which Spain misinterprets on the basis of the Spanish text of the Treaty.

Morocco contended, in conformity with settled case-law, that, where two texts of a treaty do not agree, it is the more limited text that should prevail – in the present case, the Arabic text.

The Advisory Opinion mentions this contention by Morocco but does not answer it. It could not reject it because, as I have said, it is based on settled case-law. This is what the Arabic text says:

“His Imperial Majesty warns the inhabitants of the Canaries against any fishing expedition to the coasts of Wad Noun and beyond. He disclaims any responsibility for the way they may be treated by the Arabs of the country, to whom it is difficult to apply decisions, since they have no fixed residence, travel as they wish and pitch their tents where they choose . . .”

Spain disputes the sense of this text, alleging it to mean, not that the nomads were beyond the Sultan’s power to enforce *decisions* with respect to them, but that they were beyond his *jurisdiction*.

The controversy turns on the word *ahkam* translated by the word “decisions”.

A decisive argument in support of the Moroccan contention is that the sense which Spain wishes to give to the plural *ahkam*, that of *jurisdiction*, is one which it can bear only in the singular *hukm*, whereas it is in the plural in the text of Article 18. In French one speaks of the *jurisdiction* of the Sultan or of the State, and not of the *juridictions*. In Arabic, similarly one says *hukm as-sultan* or *hukm ad-dawla* in the singular, and not *ahkam* in the plural. This signifies that *ahkam* in the text has the meaning of *decisions* in the plural.

A second argument:

One might have hesitated about the meaning given by Spain and Morocco to the term *ahkam* independently of the above argument, but such hesitation would only have been permissible if the term were taken out of its context.

For Article 18 includes in its terms an explanation: it is the nomadic character of the populations of the Wad Noun and the regions beyond. Now the nomadic character of those populations, which often makes it impossible to catch them after the illegal act imputed to them, does not do away with the authority which exists over the territory through which they pass. Their nomadic existence can only render difficult the application and implementation of the decisions of the governing authority that pronounces them.

Morocco rightly deduces from that the existence, in addition to allegiance to the Sultan, of Sherifian authority over the Wad Noun and the regions beyond in Western Sahara.

3. Furthermore, the Treaty of 20 November 1861, far from weakening the Moroccan argument, is, as has been said, calculated to strengthen it. It contains the following provision:

« Si un navire espagnol naufrageait à l'Oued Noun ou en tout autre point de cette côte, le roi du Maroc emploiera tout son pouvoir pour sauver le capitaine et l'équipage jusqu'à ce qu'ils retournent dans leur pays, et il sera permis au consul général d'Espagne, au consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué de prendre toutes les informations ou renseignements qu'ils voudront... »

En premier lieu, si le roi du Maroc est appelé à employer son pouvoir pour sauver l'équipage du bateau naufragé, c'est qu'il dispose d'une autorité sur les lieux du naufrage. En outre, si une autorisation ou un permis est sollicité pour que le consul, etc. puissent recueillir des renseignements, c'est bien parce que le Sultan possède une autorité avec laquelle les Espagnols doivent traiter.

*
* *
*

4. Plusieurs traités internationaux appuient le traité du 1^{er} mars 1767, mais ne nous donnent pas plus d'informations au sujet de la limite à laquelle s'étend l'autorité marocaine au-delà de Wady Noun. Ce sont notamment les traités entre le Maroc et l'Espagne du 1^{er} mars 1799, article 22; entre le Maroc et les Etats-Unis du 16 septembre 1836, article 10; enfin les deux traités entre le Maroc et la Grande-Bretagne, tous deux du 9 décembre 1856, en l'article 33 du premier et en l'article 12 du second.

*
* *
*

5. Les traités susceptibles de nous éclairer sur les limites des confins du Maroc et, partant, de nous permettre d'apprécier les liens qui ont existé entre ce pays et le Sahara occidental, ne manquent cependant pas.

Tel, pour commencer, l'accord anglo-marocain du 13 mars 1895. La clause I de cet accord se lit:

« Si le gouvernement achète à la compagnie susnommée les immeubles, etc., sis au lieu indiqué, nul ne pourra émettre de prétention sur les terres comprises entre l'oued Draa et le cap Bojador, appelées Tarfaya, comme il est dit plus haut, ainsi que celles constituant leur arrière-pays, car elles font toutes parties du territoire du Maroc. »

La Grande-Bretagne reconnaît ainsi que le territoire marocain s'étend au cap Bojador, englobant Sakiet El Hamra.

Les représentants de l'Espagne ont mis en question le sens de ce texte. Et la Cour a dit qu'il lui semble que, en vertu des dispositions de ce traité, la Grande-Bretagne s'engageait à ne plus s'opposer, à l'avenir, aux prétentions

“If a Spanish vessel be wrecked at Wad Noun or on any other part of its coast, the Sultan of Morocco shall make use of his authority to save and protect the master and crew until they return to their country, and the Spanish Consul-General, Consul, Vice-Consul, Consular Agent, or person appointed by them shall be allowed to collect every information they may require . . .”

To begin with, if the Sultan of Morocco is called upon to use his authority to save the crew of the wrecked vessel, it must mean that he has authority in the place where the shipwreck occurred. Moreover, if authorization or permission is sought to enable the consul, etc., to collect information, it is clearly because the Sultan possesses an authority with which the Spaniards must treat.

*
* *

4. The Treaty of 1 March 1767 is supported by several international treaties, but they do not give us any more information about the limit to which Moroccan sovereignty extends beyond the Wad Noun. They include that between Morocco and Spain of 1 March 1799, Article 22; that between Morocco and the United States of 16 September 1836, Article 10; and, finally, the two treaties between Morocco and Great Britain, both of 9 December 1856, Articles 33 and 12 respectively.

*
* *

5. Treaties likely to throw light on the limits of the confines of Morocco and thereby to enable us to assess the ties that existed between that country and Western Sahara are, however, not lacking.

To begin with, there is the Anglo-Moroccan Agreement of 13 March 1895. Clause I of that agreement reads as follows:

“If this Government buy the building, etc., in the place above-named from the above-named Company, no one will have any claim to the lands that are between Wad Draa and Cape Bojador, and which are called Terfaya above-named, and all the lands behind it, because all this belongs to the territory of Morocco.”

Great Britain thus recognizes that Moroccan territory extends to Cabo Bojador, including Sakiet El Hamra.

The representatives of Spain have questioned the meaning of this text. The Court has said that the provisions of the treaty appear to it to represent an agreement by Great Britain not to question in future any pretension of the

du Sultan sur les terres comprises entre le Draa et le cap Bojador, mais sans pour autant reconnaître la souveraineté marocaine préexistante sur ces terres.

La Cour n'affirme pas. Elle dit que cela « lui semble » être ainsi, pour en arriver à écarter le traité sur le texte clair duquel le Maroc s'appuie. Comment cela lui a-t-il semblé ainsi à défaut d'une prémisse quelconque ?

Au surplus, aux termes d'une jurisprudence constante, un texte clair n'est pas à interpréter.

Et là où paraît le défaut de l'armure, c'est lorsque l'Espagne soutient que l'accord ne peut lui être opposé, *res inter alios acta*; comme s'il s'agissait d'un simple accord bilatéral et non d'un des éléments de la reconnaissance par la communauté internationale des frontières d'un pays.

Que l'on n'ait pas, d'autre part, reconnu dans le texte de l'accord le pur style anglais signifiait-il que dans un accord bilatéral la collaboration des deux parties à la rédaction de l'accord n'est pas à considérer ?

On voit combien sont inconsistants les arguments auxquels l'Espagne a eu recours pour rejeter le texte clair du traité de 1895.

On est en droit de se demander, en revanche, comment un gouvernement, après avoir solennellement reconnu un fait dans un acte authentique, le nie par la voix de ses représentants. Il faut rechercher les mobiles de ce revirement.

On les trouve dans les préoccupations des Puissances au plus fort de l'expansion colonialiste.

Aux termes du traité du 8 avril 1904, la France s'engage à ne pas entraver l'action de l'Angleterre en Egypte, moyennant quoi l'Angleterre s'engagea à ne pas entraver l'action de la France au Maroc. Un pacte pareil eut lieu entre l'Allemagne et la France, qui abandonna le Gabon à l'Allemagne pour avoir les mains libres au Maroc.

Le Maroc s'est élevé à juste titre contre le traité anglo-français du 8 avril 1904 qui avait été tenu secret.

Il est vrai que le droit colonialiste de l'Europe à cette époque n'interdisait pas les traités secrets. Mais la morale internationale les a toujours condamnés; et ce sont les préceptes moraux qui ont justement reçu la consécration du droit positif dans ce cas comme dans tant d'autres.

Le traité du 8 avril 1904 était aussi moralement condamnable parce qu'il habilitait des Etats tiers à disposer, à l'insu du Maroc, dans le secret des chancelleries, de la souveraineté marocaine.

Ce traité explique le changement d'attitude de l'Angleterre vis-à-vis du Maroc dont elle se désintéresse politiquement, réserve faite de Tanger. Car elle se devait, selon les stipulations du troisième des articles secrets du traité franco-anglais du 8 avril 1904, de faciliter l'entente que la France envisageait avec l'Espagne pour l'établissement de zones d'influence au Maroc en prévision de son partage. La Grande-Bretagne devait lever tout obstacle à la conclusion de cette entente. Aussi renonça-t-elle à se prévaloir des disposi-

Sultan to the lands between the Dra'a and Cape Bojador, and not a recognition by Great Britain of previously existing Moroccan sovereignty over those lands.

The Court does not say "represent" but "appear to represent" and on the ground of this "appearance" which is not asserted as a fact proceeds to set aside the treaty on the clear text of which Morocco relies. How, in the absence of any premise whatever, was the Court able to decide what the provisions of the treaty "appeared" to represent?

Moreover, according to settled case-law, a clear text is not to be interpreted.

Where the chink in the armour appears is where Spain contends that the agreement cannot be invoked against it, being *res inter alios acta*—as if what was in question was a mere bilateral agreement and not one of the elements in the international community's recognition of the frontiers of a country.

Furthermore, did the statement that the text of the agreement did not appear to be in a pure English style imply that in a bilateral agreement the collaboration of the two parties in its drafting is not to be considered?

We thus see how inconsistent are the arguments to which Spain has resorted in order to reject the clear text of the 1895 Treaty.

One is entitled to riposte by asking how a Government, after solemnly recognizing a fact in an authentic instrument, can deny it through the voice of its representatives. It is necessary to seek the motives for this *volte-face*.

They are to be found in the concerns of the Powers at the time when colonialist expansion was at its height.

Under the Treaty of 8 April 1904, France undertook not to interfere with the action of England in Egypt, in return for which England undertook not to interfere with the action of France in Morocco. A similar agreement was concluded between Germany and France, which abandoned Gabon to Germany in return for freedom of action in Morocco.

Morocco rightly protested against the Anglo-French Treaty of 8 April 1904, which had been kept secret.

It is true that European colonialist law at that time did not forbid secret treaties; but international morality has always condemned them; and it is the precepts of morality that have justly received the consecration of positive law in this case as in so many others.

The Treaty of 8 April 1904 was also morally wrong because it empowered third parties to dispose of Moroccan sovereignty by secret negotiations, unknown to Morocco.

This treaty explains the change in the attitude of England to Morocco, in which, with the exception of Tangier, it ceased to take any political interest. For England was obliged, under the provisions of the third of the secret articles of the Anglo-French Treaty of 8 April 1904, to facilitate the understanding which France was proposing to enter into with Spain for the establishment of spheres of influence in Morocco with a view to its partition. Great Britain was obliged to remove any obstacle to the conclusion of that

tions du traité anglo-marocain de 1895. Et l'on entendit des responsables britanniques nier la reconnaissance officielle de la limite du Maroc au cap Bojador.

L'avis a ainsi fait état des déclarations d'une partie au traité pour lui attribuer une signification à laquelle le texte ne se prête nullement, faute d'une base intrinsèque déduite des termes de la convention, signification qui semble avoir surgi du néant et, pour le moins, d'une pure vision de l'esprit. Et, ce qui est plus grave, l'interprétation a été faite *contra legem*. Interprétation qui est de nature à saper l'assise fondamentale des relations entre Etats, à savoir la foi due aux traités.

*
* *

L'Espagne avait d'ailleurs reconnu elle-même cette extension au cap Bojador de l'autorité chérifienne dans les deux traités déjà mentionnés d'Alcaçores et de Cintra. Néanmoins, dans le traité franco-espagnol du 3 octobre 1904, également secret, les deux contractants se concèdent mutuellement des zones d'influence au Maroc. Ils devaient en garder le secret car, le jour même de sa signature, ils publiaient une déclaration dont la teneur, contraire aux dispositions du traité, était destinée à dissiper les appréhensions des marocains et qui affirmait la détermination, contraire à leurs intentions réelles, à garantir l'intégrité du territoire marocain. Ce traité du 3 octobre 1904 encourait, en plus des reproches réitérés contre le traité du 8 avril 1904, celui qu'entraîne la contrariété, cachée au Maroc, entre le traité du 3 octobre et la déclaration du même jour.

*
* *

L'avis a encore écarté sans justification suffisante un texte dans lequel il est reconnu que le territoire du Maroc englobait Sakiet El Hamra. Il s'agit des lettres annexées au traité du 4 novembre 1911 entre la France et l'Allemagne. Dans ces lettres il est dit:

« L'Allemagne restera étrangère aux accords particuliers que la France et l'Espagne croiront devoir faire entre elles au sujet du Maroc, étant convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Río de Oro. »

C'est en vain que l'Espagne a essayé de prêter à l'expression « Río de Oro » le sens de Sahara occidental. Le Río de Oro s'arrête au sud de Sakiet El

understanding. It therefore waived its rights under the Anglo-Moroccan Treaty of 1895; and British officials were to be heard denying the official recognition of the Moroccan boundary at Cape Bojador.

The Advisory Opinion has thus taken account of the statements of one party to the treaty in order to attribute to it a meaning to which the text in no way lends itself in the absence of any intrinsic basis deduced from the terms of the Convention: a meaning which appears to have sprung from nowhere and to be, to say the least, a pure figment of the imagination. What is worse, the interpretation has been made *contra legem*. Such an interpretation is calculated to undermine the very foundation of relations between States, namely the respect due to treaties.

*
* *
*

Moreover, Spain itself had recognized that extension of Sherifian authority to Cape Bojador, in the two treaties of Alcaçovas and Cintra already mentioned. Nevertheless, in the Franco-Spanish Treaty (also secret) of 3 October 1904, the two contracting parties conceded to one another spheres of influence in Morocco. They were obliged to keep this arrangement secret for, on the very day of its signature, they published a declaration whose tenor, contrary to the provisions of the treaty, was intended to allay the apprehensions of the Moroccans, and which affirmed the determination, contrary to the real intentions, of France and Spain, to guarantee the integrity of Moroccan territory. This Treaty of 3 October 1904 incurred, in addition to a reiteration of the criticisms of the Treaty of 8 April 1904, that of duplicity because of the conflict—hidden from Morocco—between the Treaty of 3 October and the declaration issued that same day.

*
* *
*

The Advisory Opinion also brushes aside without adequate justification a text in which it is recognized that the territory of Morocco included the Sakiet El Hamra. I have in mind the letters annexed to the Treaty of 4 November 1911 between France and Germany. These letters state:

“Germany will not intervene in any special agreements which France and Spain may think fit to conclude with each other on the subject of Morocco, it being understood that Morocco comprises all that part of northern Africa which is situated between Algeria, French West Africa and the Spanish colony of Río de Oro.”

It is in vain that Spain has attempted to give to the expression “Río de Oro” the meaning of Western Sahara. The Río de Oro stops at the southern

Hamra, qui est reconnue par les lettres échangées faire partie du territoire du Maroc.

Ainsi qu'à propos du traité anglo-marocain de 1895, l'avis fait dire, aux lettres franco-allemandes, autre chose que ce qu'elles énoncent clairement. Il leur attribue, par une pure vision de l'esprit, le but de reconnaître simplement des zones d'influence sur le territoire marocain, alors que ces lettres ne font pas la moindre allusion à cette pratique mort-née d'un colonialisme expirant.

*
* *
*

Aux traités s'ajoutent des actes internationaux non moins probants. Ce sont deux déclarations de portée internationale émanant l'une de l'Espagne, l'autre de la France, qui reconnaissent toutes deux l'appartenance de Sakiet El Hamra au Maroc.

Dès 1454, en effet, au temps où le Portugal était en compétition avec l'Espagne, celle-ci affirma que la limite du Royaume du Maroc était située au cap Blanc, englobant en conséquence Sakiet El Hamra.

L'avis n'a pas évoqué cette déclaration. L'eût-il énoncée, qu'il l'aurait probablement attribuée au désir de l'Espagne de détourner les vues du Portugal de ce territoire. Elle n'en est pas moins déterminante.

Ce point de vue était partagé par le Gouvernement français: en effet, dans les *Instructions nautiques* publiées en 1849, ce dernier intitulait un paragraphe ainsi: « Sur les côtes occidentales d'Afrique, depuis le cap Spartel jusqu'au cap Bojador (côtes du Maroc). » La référence aux côtes du Maroc est significative.

*
* *
*

LES MANIFESTATIONS DE L'AUTORITÉ MAROCAINE, SUR LE PLAN INTERNE, AVEC LE SAHARA OCCIDENTAL

Après avoir traité de l'activité diplomatique appuyant l'existence de liens juridiques entre le Maroc et le Sahara occidental (Sakiet El Hamra), je passe à l'étude des manifestations de ces liens par l'exercice des pouvoirs législatif, exécutif et spirituel.

Activité législative

Les sultans légiféraient pour Sakiet El Hamra comme pour le territoire national au nord du Draa. Cette législation se manifestait par des dahirs sultaniens.

boundary of Sakiet El Hamra, which is recognized in the exchange of letters as forming part of the territory of Morocco.

As with the Anglo-Moroccan Treaty of 1895, the Advisory Opinion makes the Franco-German letters say something other than what they clearly state. It attributes to them, by a pure figment of the imagination, the purpose of simply recognizing spheres of influence over Moroccan territory, whereas the letters make no allusion whatever to this stillborn practice of an expiring colonialism.

*
* *

Besides the treaties, there are other international instruments that are no less conclusive. They consist of two declarations of international scope emanating respectively from Spain and from France, both of which recognize the Sakiet El Hamra as belonging to Morocco.

As early as 1454, at the time when Portugal was in competition with Spain, the latter asserted that the limit of the Kingdom of Morocco was situated at Cabo Blanco, and therefore included Sakiet El Hamra.

The Advisory Opinion makes no reference to this declaration. Had it done so, it would no doubt have attributed the declaration to Spain's wish to discourage any Portuguese ambitions with regard to the territory in question. This does not, however, make the declaration any less conclusive.

This point of view was shared by the French Government: in the *Instructions nautiques* published by that Government in 1849 there is a paragraph headed: "On the west coast of Africa, from Cape Spartel to Cape Bojador (coast of Morocco)." The reference to the coast of Morocco is significant.

*
* *

INTERNAL MANIFESTATIONS OF MOROCCAN AUTHORITY OVER WESTERN SAHARA

Having dealt with the diplomatic activities that support the existence of the legal ties between Morocco and Western Sahara (Sakiet El Hamra), I now turn to an examination of the manifestations of that sovereignty by the exercise of legislative, executive and spiritual authority.

Legislative Activity

The Sultans legislated for the Sakiet El Hamra as they did for the national territory north of the Dra'a. That legislation took the form of dahirs of the Sultan.

Elle s'étendait à l'activité économique par le contrôle du commerce et de la production et, en particulier, relativement à la pêche, dont le monopole était généralement réservé aux nationaux, sauf concession spéciale à des étrangers; elle s'étendait aussi à l'administration des ports, pour les ouvrir ou les fermer aux trafiquants étrangers, selon les impératifs de la politique nationale.

Le pouvoir législatif du Sultan portait aussi sur les matières premières et fiscales par la détermination, l'imposition et la perception des taxes et revenus.

Ainsi l'historien espagnol Huici rapporte dans son *Histoire politique de l'Empire almohade* (p. 193) que le sultan Abdelmoumen soumit à l'impôt le Sous el Aksa, ou extrême Sous, qui chevauche sur la vallée Sakiet El Hamra.

Le pouvoir exécutif

Les sultans l'exerçaient, comme en matière législative, par des dahirs. Ils nommaient ainsi et révoquaient les caïds à qui ils confiaient des responsabilités gouvernementales dans une région, sur un littoral, ou sur un groupe de tribus. Les caïds sont, selon le sens étymologique du terme, des commandants militaires cumulant des fonctions administratives.

Le choix du souverain pouvait se porter sur une personnalité en raison de son influence locale ou de ses attaches familiales ou tribales. Ce n'est pas à dire que le titre de caïd était plutôt honorifique comme il a été prétendu. C'est une pratique constante dans biens des pays que de choisir, en l'absence d'un pouvoir centralisé, des gouvernants ayant les aptitudes et les moyens qui les mettent à même de s'imposer et d'accomplir leur mission.

*
* *
*

Ce sont les dahirs du XIX^e siècle qui nous intéressent en premier lieu.

Parmi ces dahirs présentés par le Maroc, cinq visent des régions du Sahara occidental. Ce sont les dahirs n^{os} 4, 5 et 8 qui nomment des caïds ayant autorité sur les tribus des Tidrarine ou ouled Tidrarine du Sahara, dont les parcours de nomadisation s'étendent à tout le Sahara occidental, d'après les cartes mauritaniennes n^{os} 2 et 3, et dépassent le cap Bojador; le dahir n^o 4 précité nomme également le caïd ayant autorité sur les Tekna du Sahara, dont le parcours de nomadisation s'étend à la partie nord du Sahara, ou Sakiet El Hamra, d'après la carte n^o 3.

Puis c'est une série de caïds, à Sakiet El Hamra, qui ont été mentionnés à l'occasion des faits qui leur sont attribués dans l'histoire du Sahara occidental, soit qu'ils aient été en poste à Sakiet El Hamra même, soit qu'ils l'aient gouvernée à partir du poste qu'ils occupaient à l'intérieur. Et cela tout au long

It extended to economic activity through the control of trade and production, in particular as regards fishing, the monopoly of which was generally reserved to the Sultan's subjects, except in the case of special concessions to foreigners; it also extended to the administration of the ports, in order to open and close them to foreign trade, according to the requirements of national policy.

The Sultan's legislative authority also related to raw materials and fiscal matters through the assessment, imposition and collection of taxes and dues.

Thus the Spanish historian Huici says in his political history of the Almohad Empire (p. 193) that the Sultan Abdoulmoumey levied taxes in the Souss al-Aksa, or farthest Souss, which straddles the valley of the Sakiet El Hamra.

Executive Power

The Sultans exercised executive power by means of dahirs, as in matters of legislation. That was how they appointed and dismissed the caids to whom they entrusted responsibilities of government in a region, on a coast, or over a group of tribes. The caids are, according to the etymological meaning of the term, military commanders who also have administrative functions.

The choice of the sovereign could fall on a personage because of his local influence or family or tribal connections. That does not mean that the title of caid tended to be an honorary one, as has been alleged. It is a practice current in quite a number of countries, in the absence of a centralized authority, to choose persons to govern who have the qualifications which enable them to make their authority felt and carry out their tasks.

*
* *
*

It is the dahirs of the nineteenth century which are primarily of interest to us.

Of those dahirs submitted by Morocco, five relate to the regions of Western Sahara. It is the dahirs in documents 4, 5 and 8 which appoint caids with authority over the Sahara tribes of the Tidraeen and Oulad Tidraeen, whose nomadic migration routes extend to the whole of Western Sahara according to Mauritania's maps numbers 2 and 3, and go beyond Cabo Bojador; the dahir in document 4 also appoints the caid with authority over the Saharan Tekna, whose nomadic migration route extends to the northern part of the Sahara, or the Sakiet El Hamra, according to map number 3.

Then there were a whole series of caids in the Sakiet El Hamra, who were mentioned in connection with the deeds attributed to them in the history of Western Sahara, whether they held their post in the Sakiet El Hamra itself, or governed it from a post which they held in the interior. And that was the case

des VIII^e, XI^e, XII^e et XIV^e siècles, tel que rapporté par les historiens Vernet, Domenech, Huici, Seco de Lucena, dont il sera question aux pages suivantes.

*
* *
*

Les historiens

Cinq historiens, un Français, Vernet, et quatre Espagnols, Domenech Lafuente, Seco de Lucena, Huici et Romeu, qui inspirent une grande confiance quant aux faits qu'ils rapportent à l'appui de la cause marocaine, notamment en raison de leur nationalité, relatent des événements qui remontent, avec Vernet, au VII^e siècle, concernant le Sahara occidental et ses liens juridiques avec le Maroc. Certains d'entre eux ont déjà été mis à contribution, et tous le seront selon les sujets traités.

Il sera également fait mention d'un géographe de célébrité mondiale, El Idrissi.

*
* *
*

Vernet relate à la page 36 de son ouvrage *Islamisation* qu'après la conquête arabe du Maroc par Okba, en 681, Moussa ben Nosaïr (un chef libanais converti à l'Islam et qui fut le compagnon de Tarek ben Ziad au passage du détroit et à la conquête de l'Espagne) envoya son fils Merouane à l'extrême Sous. Et l'on sait que l'extrême Sous, ou Sous el Aksa, se situe dans le périmètre de Sakiet El Hamra.

Vernet rapporte aussi les faits suivants: en 740, le gouverneur (ou caïd) marocain du nom d'Ismaïl ben Obeidetallah est nommé à Sakiet El Hamra (p. 48).

En 745, le petit neveu d'Okba arrive jusqu'à Ighli et creuse les premiers puits du Sahara (p. 53), marquant par là manifestement l'occupation de ce territoire.

Du VIII^e au XI^e siècle, cette occupation a été renforcée par la construction de routes à travers le Sahara (p. 138).

En 757, la ville de Sijilmassa a été fondée et son gouverneur a étendu son autorité sur le Sahara (*ibid.*).

En 761, le Sahara avait un gouverneur (ou caïd) marocain, du nom de Mohamed Sonjaï, qui mena une campagne au Soudan (p. 55).

Depuis lors, poursuit Vernet, la dynastie des Idrissides n'a pas cessé de gouverner le Sahara jusqu'à l'avènement de la dynastie suivante.

L'historien espagnol Domenech Lafuente, non moins illustre que Vernet, confirme dans son livre *Quelque chose sur le Río de Oro* les événements rapportés par ce dernier et en continue la relation.

throughout the eighth, the eleventh, twelfth and fourteenth centuries, as recounted by the historians Vernet, Domenech, Huici and Seco de Lucena, to whom we shall refer in the pages which follow.

*
* *
*

Historians

Five historians – a Frenchman, Vernet, and four Spaniards, Domenech Lafuente, Seco de Lucena, Huici and Romeu – who inspire great confidence with regard to the facts, supporting the Moroccan case, which they relate, particularly in view of their nationality, tell of events going back, in the case of Vernet, to the seventh century, concerning Western Sahara and its legal ties with Morocco. Recourse has already been had to some of them, and will be to all, depending on the subject.

Mention will also be made of a geographer of world-wide renown, El Idrissi.

*
* *
*

Vernet tells on page 36 of his work *Islamisation* how, after the Arab conquest of Morocco by Okba in 681, Moussa ben Nosair (a Lebanese chief converted to Islam, who was the companion of Tarek ben Ziad in the passage of the Straits of Gibraltar and in the conquest of Spain) sent his son Merouana to the furthest Souss. We know that the furthest Souss, or Sous al-Aksa, is situated within the boundary of the Sakiet El Hamra.

Vernet also relates the following facts: in 740, the Moroccan governor (or caid) called Ismaïl ben Obeidetallah was appointed to Sakiet El Hamra (p. 48).

In 745, Okba's great-nephew went as far as 'Ijil, and dug the first wells in the Sahara (p. 53), thus clearly showing occupation of the territory.

From the eighth to the eleventh centuries, that occupation was reinforced by the building of roads across the Sahara (p. 138).

In 757, the town of Sijilmassa was founded and its governor extended his authority over the Sahara (*ibid.*).

In 761, the Sahara had a Moroccan governor (or caid), called Mohamed Sonjaï, who conducted a campaign in the Sudan (p. 55).

From that time on, continues Vernet, the dynasty of the Idrissids did not cease to govern the Sahara, until the advent of the following dynasty.

The Spanish historian Domenech Lafuente, no less illustrious than Vernet, confirms in his book *Quelque chose sur le Río de Oro*, the events related by the latter, and goes on with the story.

Il mentionne que le sultan Abdallah ben Yassine a administré le Sud jusqu'à sa mort en 1040 (p. 19).

L'historien espagnol Huici poursuit l'énumération des faits attestant l'autorité marocaine sur le Sahara occidental.

C'est d'abord l'information figurant dans son *Histoire politique de l'Empire almohade* selon laquelle la capitale du Sous gouvernait tout le Sud (p. 65); il mentionne ensuite que des soldats du désert ont répondu à l'appel du sultan Abdelmoumen pour assiéger la ville d'Iglis (p. 68).

Un autre historien espagnol, Seco de Lucena, dans son ouvrage *Le Maroc au début du XIV^e siècle* (p. 94), raconte que le sultan Habib ben Othman, qui a régné de 1331 à 1351, a fait de Sigilmassa la capitale du territoire du Sahara.

On ne peut terminer cette énumération des faits rapportés par les historiens attestant sans conteste l'extension de l'autorité marocaine à Sakiet El Hamra jusqu'au cap Bojador, sans mentionner l'appui décisif que leur donne le géographe El Idrissi.

El Idrissi, continuant la lignée de Marinos de Tyr, le fondateur de la géographie mathématique basée sur le calcul des longitudes et des latitudes, précurseur du grand Ptolémée, a été le géographe le plus illustre dans le monde arabe et l'Europe du Moyen Age. Sa science était le sujet de la plus grande considération des rois normands de Sicile, dans le royaume desquels il écrivit, en 1154, un grand ouvrage décrivant la géographie de l'Afrique du Nord, le *Nouzhat al Mouchtak*. Partant de considérations rigoureuses, il situe le Sahara occidental à l'intérieur des confins du Maroc.

*
* *
*

Les routes

L'Espagne a prétendu, pour démontrer que le Sahara occidental se distinguait du Maroc et n'avait pas de liens avec lui, que cette Puissance n'y a laissé aucune construction de type architectural marocain. C'est oublier que l'architecture typique marocaine est propre aux cités et n'a nulle part laissé de vestiges dans le désert.

En revanche, le Maroc a construit au Sahara occidental des routes le traversant de part en part, du nord au sud. Deux routes principales ont été notamment mentionnées: la route de Lemtouna et celle de Jouder. Prétendrait-on qu'elles ont été construites par les tribus bédouines? A propos de la route Lemtouna, il n'y a nul besoin de citer les historiens qui en parlent car depuis sa construction, il y a neuf cents ans, elle est encore praticable. En 1678 le sultan Moulay Rachid emprunta cette route dans deux de ses expéditions au-delà du Sahara occidental (Domenech, *op. cit.*, p. 30).

La route Jouder a été construite plus tard, au temps du sultan Ahmed el Mansour, à l'occasion de son expédition au Soudan.

He mentions that Sultan Abdullah ben Yasseen administered the south until his death in 1040 (p. 19).

The Spanish historian Huici continues the list of facts which bear witness to Moroccan authority over Western Sahara.

First of all, there is the information appearing in his *Histoire politique de l'empire almohade* that the whole of the south was governed by the capital of the Souss (p. 65); later he mentions that desert troops responded to the call of Sultan Abdul Moumen and besieged the town of Igli (p. 68).

Another Spanish historian, Seco de Lucena, in his work *Le Maroc au début du XIV^e siècle* (p. 94), related that the Sultan Habib ben Othman, who reigned from 1331 to 1351, made Sijilmassa the capital of the territory of Sahara.

One cannot conclude this list of the facts recorded by the historians, providing indisputable evidence of the extension of the authority of Morocco to the Sakiet El Hamra as far as Cape Bojador, without mentioning the decisive support they received from the geographer El Idrissi.

El Idrissi, following in the tradition of Marinus of Tyre, the founder of mathematic geography based on the calculation of longitudes and latitudes, and precursor of the great Ptolemy, was the most illustrious geographer in the Arab world and Europe of the Middle Ages. His knowledge was highly esteemed by the Norman kings of Sicily, in whose kingdom he wrote, in 1154, a great work describing the geography of northern Africa, *Nouzhat al Mouchtak*. Taking the facts strictly into account, he situates the western Sahara within the confines of Morocco.

*

* *

Roads

Spain has alleged, in order to show that Western Sahara was distinct from Morocco and had no ties with it, that the latter Power had left there no building of the Moroccan architectural type. That is to forget that typical Moroccan architecture belongs to the cities, and has nowhere left traces in the desert.

On the other hand, Morocco built roads in Western Sahara which went right across it, from north to south. Two main roads in particular have been mentioned: the Lemtouna road and that of Jouder. Could it claim that they were built by the Bedouin tribes? As far as the Lemtouna road is concerned, there is no need to quote the historians who speak of it, for, 900 years after it was built, it can still be used. In 1678 Sultan Moulay Rasheed used that road in two of his expeditions beyond Western Sahara (Domenech, *op. cit.*, p. 30).

The Jouder road was built later, in the time of Sultan Ahmad al-Mansour, on the occasion of his expedition to the Soudan.

On peut conclure en définitive de ce qui précède que les trois dynasties des Idrissides, des Almoravides et des Almohades ont étendu sans discontinuité leur autorité sur au moins le nord du Sahara, à Sakiet El Hamra.

*
* *
*

Les expéditions militaires

L'autorité des sultans sur le Sahara occidental, reconnue par la communauté internationale des temps passés, ne pouvait manquer de se manifester par une présence de forces armées.

Les expéditions des sultans étaient de deux sortes: les unes avaient pour objectif le contrôle du Sahara occidental, et plus précisément de la Sakiet El Hamra. Les expéditions de 1882 et de 1886 en sont des exemples. Les autres empruntaient le Sahara occidental pour se rendre dans les pays du sud, jusqu'au fleuve Niger et Tombouctou.

Dans son ouvrage *Avec les rois Alaouites* (p. 35), Odette de Puigauveau constate que « les interventions chérifiennes perdirent leur caractère de conquête pour ne conserver que celui de tournées d'inspection et de prestige ».

C'est le moment considéré par l'avis comme étant celui de la colonisation espagnole.

Les documents du temps démontrent qu'il y a accord entre l'histoire et les rapports des diplomates. Ainsi le consul de France à Mogador, dans son rapport du 7 juin 1886 au ministre de France à Tanger, écrit:

« L'expédition du Sultan Mouley Hassan dans le Sous peut être considérée comme entièrement terminée. Ce n'a été qu'une marche triomphale. Toutes les tribus se sont soumises et lui ont juré fidélité. Il n'est pas jusqu'aux nomades du Sahara qui n'aient tenu à lui apporter des méharis et lui offrir leur concours pour la guerre sainte. » (Documents présentés par le Royaume du Maroc, ann. 115.)

Il faut souligner, à propos de ce rapport, les passages relatifs aux serments de fidélité des tribus et le concours que les tribus du Sahara ont proposé au Sultan en vue de la guerre sainte. J'y reviendrai à propos de la solidarité religieuse entre Sahraoui et Marocains.

A souligner également que, si les forces du Sultan en 1882 et 1886 n'ont pas été jusqu'en plein Sahara, c'est parce que Sakiet El Hamra, seule, relevait du Maroc et qu'il s'agissait, comme il a été rappelé, de tournées d'inspection et de prestige.

*
* *
*

Les autres expéditions empruntaient le territoire saharien comme lieu de passage vers le Soudan (ou Mali), Tombouctou et le Niger.

One can conclude definitely from the foregoing that three dynasties of the Idrissids, the Almoravids and the Almohads have extended their authority without a break over at any rate the north of the Sahara, at Sakiet El Hamra.

*
* *
*

The Military Expeditions

The authority of the Sultans over Western Sahara, recognized by the international community of former times, could not fail to make itself known through the presence of armed forces.

The expeditions of the Sultans were of two kinds: some had as their purpose control of Western Sahara, and more particularly the Sakiet El Hamra. The expeditions of 1882 and 1886 are examples of these. The others went through Western Sahara in order to go to the countries in the south, as far as the River Niger and Timbuktu.

In her work *Avec les rois Alaouites* (p. 35), Odette de Puigaudeau notes that "the Sherifian interventions lost their character of conquest and only retained that of tours of inspection and prestige".

This was at the time which is considered in the Opinion to be the time of colonization by Spain.

The documents of the time show that history and the reports of diplomats agree. For example, the French Consul in Mogador, in his report of 7 June 1886 to the French Minister in Tangier, wrote:

"The expedition of Sultan Moulay Hassan to the Souss can be regarded as fully completed. It was a triumphal progress all the way. All the tribes made their submission and swore allegiance to him. Even the very nomads of the Sahara were bent on bringing him fast camels and offering him their help in the Holy War." (Documents submitted by the Kingdom of Morocco, No. 115.)

What should be noted in this report are the passages concerning the oaths of allegiance of the tribes and the help which the tribes of the Sahara offered the Sultan in connection with the Holy War. I shall revert to the point in relation to the religious solidarity between Sahrawi and Moroccans.

It should also be stressed that the reason why the Sultan's forces in 1882 and 1886 did not go right on into the heart of the Sahara was that only the Sakiet El Hamra appertained to Morocco, and it was a matter, as has been recalled, of tours of inspection and prestige.

*
* *
*

The other expeditions used the Saharan territory as a way through to the Soudan (or Mali), Timbuktu and the Niger.

Ces expéditions passaient par le Sahara occidental sans encombre, les armées qui les entreprenaient étant chez elles. Parfois des éléments sahariens se joignaient aux forces marocaines et, de toute façon, celles-ci trouvaient auprès des Sahariens toute l'aide dont elles avaient besoin en cours de route.

Des Sahariens se joignaient même aux troupes du Sultan pour combattre avec elles. C'est ainsi que le sultan Abdelmoumen s'est fait aider, au siège d'Iglis, de troupes originaires du sud de l'Atlas et du désert (Huici, p. 68).

*
* *
*

C'est dans les écrits des historiens dignes de confiance qu'il faut chercher les renseignements au sujet de ces expéditions.

On lit dans Vernet qu'en 707 Moussa ben Nosaïr, ce Libanais converti à l'Islam, le compagnon de Tarek ben Ziad au passage historique du détroit de Gibraltar qui porte le nom de ce dernier, ainsi que dans la conquête de l'Espagne, envoya son fils Merouane à l'extrême Sous ou Sakiet El Hamra (*op. cit.*, p. 36).

En 721, toujours d'après Vernet, un neveu d'Okba, le conquérant du Maroc, poussa jusqu'au Soudan (p. 71).

Il ajoute que le gouverneur (ou caïd) marocain du Sahara, Mohamed Sonjaï, ainsi que le caïd Moussa ben Ali el Afia, y sont allés, le premier en 701, le second en 1032, en passant par le Sahara (*op. cit.*, p. 55 et 216 à 218).

Domenech Lafuente raconte à son tour qu'en 1584 et 1589 Ahmed el Mansour el Assadi entreprit deux expéditions au Soudan (*op. cit.*, p. 28 et 30).

En 1618, Moulay Zidane envoya une expédition à travers le Sahara atteignant Tombouctou.

En 1665, Moulay Rachid, de la dynastie alaouite régnante, dirigea une expédition vers le Soudan (*op. cit.*, p. 33).

En 1678, il dirigea deux expéditions par la route Lemtouna vers le sud (*ibid.*).

Entre 1734 et 1736, Moulay Abdallah organisa une expédition vers le Soudan (*ibid.*).

En 1730, Moulay Abdallah dirigea une première expédition vers le Sénégal, qui passa par Massa, Wady Noun et Sakiet El Hamra, et une seconde entre 1734 et 1736, au Soudan (*ibid.*).

Entre 1802 et 1809, Moulay Slimane dépêcha deux expéditions vers le sud (*ibid.*).

*
* *
*

Les Sahraoui, au surplus, sollicitaient eux-mêmes l'assistance des sultans pour repousser les attaques des forces étrangères, notamment celles de l'Espagne et de la France.

Those expeditions passed through Western Sahara without hindrance as the armies which undertook them were on home territory. Sometimes Saharan contingents joined the Moroccan forces and, in any case, the latter received from the Saharans all the help they needed along the way.

Saharans even joined the Sultan's troops in order to fight at their side. For instance, Sultan Abdul Moumen got help, at the siege of Igli, from troops who came from south of the Atlas and from the desert (Huici, p. 68).

*
* *
*

It is in the writings of historians worthy of confidence that information about those expeditions must be sought.

One reads in Vernet that in 707 Moussa ben Nosair, the Lebanese converted to Islam, the companion of Tarek Ben Ziad in the historic passage of the Straits of Gibraltar which is named after the latter, and also in the conquest of Spain, sent his son Merouan to the furthest Sous to the Sakiet El Hamra (*op. cit.*, p. 36).

In 721, still according to Vernet, a nephew of Okba, the conqueror of Morocco, penetrated as far as the Soudan (p. 71).

He adds that the Moroccan governor (or caid) of the Sahara, Muhammad Sonjai and also Caid Mussa Ben Ali El Afia, went there, the former in 701 and the latter in 1032, passing through the Sahara on their way (*op. cit.*, pp. 55 and 216 ff.).

Domenech Lafuente, too, relates that in 1584 and 1589 Ahmad al-Mansour el-Assadi undertook two expeditions to the Soudan (*op. cit.*, pp. 28 and 30).

In 1618, Moulay Zidane sent an expedition through the Sahara which reached Timbuktu.

In 1665, Moulay Rasheed, of the reigning 'Alawet dynasty, commanded an expedition to the Soudan (*op. cit.*, p. 33).

In 1678, he commanded two expeditions which followed the Lemtouna route to the south (*ibid.*).

Between 1734 and 1736, Moulay Abdullah organized an expedition to the Soudan (*ibid.*).

In 1730, Moulay Abdullah commanded a first expedition to the Senegal, which went by way of Massa, Wadi Noun and the Sakiet El Hamra, and a second between 1734 and 1736, to the Soudan (*ibid.*).

Between 1802 and 1809, Moulay Suleiman sent two expeditions to the south (*ibid.*).

*
* *
*

The Sahrawi, moreover, themselves asked the Sultan for help in repelling attacks by foreign forces, namely those of Spain and France.

Dans son ouvrage précité, page 33, Domenech écrit que les Maures se considéraient à tel point liés au sultan du Maroc que, lorsque les troupes françaises arrivèrent aux limites de la Mauritanie et du Hodh, les troupes menacées demandèrent secours et assistance à Moulay Abdel Aziz, le roi du Maroc, qui a revendiqué ces régions comme relevant de sa souveraineté. Le Sultan qui lui succéda a envoyé son propre oncle Moulay Idriss avec des armes et des munitions pour soutenir la guerre sainte contre les Français qu'il a assiégés à Tidjikja.

*
* *
*

Les liens religieux

Le sentiment religieux n'exclut pas la solidarité ethnique ou nationale entre Sahraoui et Marocains. Il la consolide plutôt.

Ce lien a été négligé par l'avis. Pourtant il n'est pas douteux que le lien religieux est un des éléments constitutifs des liens juridiques et de la nationalité, s'ajoutant aux liens ethniques, sociaux, culturels, économiques et aux aspirations nationales, pour les cimenter. Et cela d'autant plus que le Sultan cumulait les pouvoirs temporel et spirituel, nommant les cadis qui appliquent le droit musulman. Les exemples modernes attestant la force des liens religieux abondent: l'Irlande, le Pakistan, le Bangladesh, les Etats dont les constitutions déterminent la religion du chef de l'Etat ou instituent une religion d'Etat.

Le lien religieux est donc un élément constitutif du lien juridique.

Nonobstant les allégations espagnoles, la documentation déjà signalée démontre que le lien religieux entre Sahraoui et Marocains s'exprimait jusque par le recours à la guerre sainte. Et cela quoique la guerre sainte illustrée par l'esprit de croisade puis par la grande épopée de Saladin, l'un et l'autre ayant en vue les lieux saints de la chrétienté ou de l'Islam, ait perdu beaucoup de son ardeur et de son efficacité. Témoin l'attitude des Puissances tant chrétiennes que musulmanes restées sourdes à l'appel pour la délivrance des lieux saints de Jérusalem.

L'esprit de la guerre sainte s'est néanmoins mieux conservé au Maroc et au Sahara occidental, face aux Puissances colonialistes chrétiennes. Je renvoie à l'historien Domenech (*supra*, p. 94 et suiv.) et au rapport du consul de France à Mogador (*supra*, p. 96).

Pour attester l'existence du lien religieux entre les Sahraoui et les Marocains, il faut citer en particulier Paul Cambon, l'ambassadeur de France à Madrid, qui rapporte les propos suivants à son ministre des affaires étrangères:

« Il a toujours été reconnu que la souveraineté territoriale du Sultan s'étend aussi loin que sa suzeraineté religieuse et, comme il est hors de doute que les populations du cap Juby lui sont soumises au point de

Domenech, on page 33 of the work already quoted, writes that the Moors considered that their ties with the Sultan of Morocco were so close that, when the French troops arrived on the confines of Mauritania and the Hodh, the threatened troops requested help and assistance from Moulay Abdul-'Azeez, the King of Morocco, who had claimed those regions as coming under his sovereignty. The Sultan who succeeded him sent his own uncle, Moulay Idriss, with arms and munitions to support the Holy War against the French, whom he besieged at Tijiqja.

*
* *
*

Religious Ties

Religious feeling does not preclude ethnic or national solidarity between Sahrawi and Moroccans. It tends, rather, to consolidate it.

That tie has been neglected in the Opinion. Yet there is no doubt that the religious tie is one of the constituent elements in legal ties and in those of nationality, being additional to ethnic, social, cultural and economic ties and national aspirations, and making them more binding: the more so in that the Sultan possessed both temporal and spiritual powers, and appointed the caids who applied Muslim law. Modern examples showing the strength of religious ties abound: Ireland, Pakistan, Bangladesh and the States with constitutions which determine the religion of the Head of State or establish a State religion.

The religious tie is thus a constituent element of the legal tie.

Notwithstanding the Spanish allegations, the documentation already mentioned shows that the religious ties between the Sahrawi and the Moroccans found expression even in recourse to the holy war. That was the case even though holy wars, rendered illustrious by the crusading spirit and later by the great epic of Saladin, each concerned with the holy places of Christendom or Islam, had lost much of their zeal and effectiveness — witness the attitude of the Powers, both Christian and Muslim, which remained deaf to the appeal to rescue the holy places of Jerusalem.

The spirit of a holy war nevertheless remained more alive in Morocco and Western Sahara, confronted with the Christian colonialist powers. I would refer again to the historian Domenech (*supra*, p. 94 ff.) and to the report from the French consul in Mogador (*supra*, p. 96).

To prove the existence of the religious tie between Sahrawi and the Moroccans, one must quote in particular Paul Cambon, the French Ambassador in Madrid, who reported the following observation in a despatch to his Minister of Foreign Affairs:

“It has always been recognized that the territorial sovereignty of the Sultan extends as far as his religious suzerainty, and as it is beyond doubt that the peoples of Cape Juby are subject to him from the religious point

vue religieuse, nous pourrions considérer sa souveraineté comme indiscutable. » (*Documents diplomatiques français, 1871-1914, 1^{re} série, tome VIII.*)

*
* *
*

Rappelons enfin que l'islamisation des Etats de l'Afrique occidentale (le Mali, le Ghana, le Nigéria, le Sénégal, etc.) a été la continuation de cette conquête arabe dont le point de départ ou le passage était généralement la province détachée par la colonisation sous la dénomination de Sahara espagnol. Les Royaumes du Mali et du Ghana en ont été consolidés et ont subsisté forts et prospères jusqu'à la conquête européenne, laquelle en a sapé les fondements par le partage de l'Afrique et sa colonisation et par la traite massive vers les deux Amériques, dont l'ampleur n'eut pas de précédent depuis l'Antiquité gréco-romaine et dont les vestiges subsistent dans l'*apartheid* en Afrique du Sud et dans la ségrégation et la discrimination raciale là et ailleurs.

*
* *
*

L'avis traite du droit à l'autodétermination dans ses paragraphes 54 à 59.

Ce dernier paragraphe se termine par l'énumération de certaines hypothèses où la consultation, par application du principe d'autodétermination, n'a pas été exigée par l'Assemblée générale. Ces hypothèses sont très nombreuses.

Il est certes assez général puisqu'il prévoit *in fine* « la conviction qu'une consultation eût été sans nécessité aucune, en raison de circonstances spéciales ».

Néanmoins, il me semble qu'il y a une hypothèse qui mérite d'être mentionnée spécifiquement: c'est la lutte légitime en vue de la libération de la domination étrangère.

L'Assemblée générale a affirmé la légitimité de cette lutte dans au moins quatre résolutions, qui sont les résolutions 2372 (XXII), 2403 (XXIII), 2498 et 2517 (XXIV), dont l'ensemble constitue déjà une coutume. Et le Conseil de sécurité dans sa résolution 269 (1969) l'a affirmée à son tour.

Cette reconnaissance par les Nations Unies de la légitimité de cette lutte rentre dans le cadre de l'évolution du droit affirmée par la Cour dans son avis consultatif sur la *Namibie* (*C.I.J. Recueil 1971*, p. 31). Et la Cour précise que: « dans ce domaine, comme dans les autres, le *corpus juris gentium* s'est beaucoup enrichi et, pour pouvoir s'acquitter fidèlement de ses fonctions, la Cour ne peut l'ignorer » (*ibid.*).

J'ai soutenu ce point de vue à l'occasion de l'avis consultatif sur la *Namibie* en 1971. Je n'ai pas été suivi. Je reviens à la charge et j'aurais souhaité que la

of view, we could consider his sovereignty as indisputable.” (*Documents diplomatiques français, 1871-1914, first series, Vol. VIII*).

*
* *

Finally, let us recall that the Islamisation of the States of Western Africa (Mali, Ghana, Nigeria, Senegal, etc.) was the continuation of that Arab conquest which generally set out from or through the province detached by colonization under the name of Spanish Sahara. The Kingdoms of Mali and of Ghana were thereby consolidated and remained strong and prosperous until the European conquest, which undermined their foundations by the partitioning of Africa and its colonization, and by the massive slave trade to North and South America, which was on a scale without precedent since the ancient days of Greece and Rome, and of which vestiges remain in *apartheid* in South Africa and in racial discrimination and segregation there and elsewhere.

*
* *

The Opinion deals with the right of self-determination in paragraphs 54 to 59.

The latter paragraph ends by referring to certain instances where consultation in application of the principle of self-determination was dispensed with by the General Assembly. Such instances are very numerous.

The paragraph is certainly in fairly general terms, since it mentions *in fine* “the conviction that a consultation was totally unnecessary in view of special circumstances”.

Nevertheless, it seems to me that there is one case which deserves to be mentioned specifically: that is the legitimate struggle for liberation from foreign domination.

The General Assembly has affirmed the legitimacy of that struggle in at least four resolutions, namely resolutions 2372 (XXII), 2403 (XXIII), 2498 and 2517 (XXIV), which taken together already constitute a custom. Furthermore the Security Council too has affirmed it in resolution 269 (1969).

This recognition by the United Nations of the legitimacy of that struggle comes within the framework of the developments in law affirmed by the Court in its Advisory Opinion on *Namibia* (*I.C.J. Reports 1971, p. 31*). The Court there explained that: “in this domain as elsewhere the *corpus juris gentium* has been considerably enriched, and thus the Court, if it is faithfully to discharge its functions, may not ignore” (*ibid.*).

I upheld this point of view on the occasion of the Advisory Opinion on *Namibia* in 1971. I was not followed. I return to the charge, and I would have

dernière phrase du paragraphe 59 soit complétée dans les termes suivants: « et notamment la lutte légitime pour la libération de la domination étrangère ».

*
* *

Rien ne saurait manifester davantage la volonté d'émancipation que la lutte entreprise en commun avec les risques et les immenses sacrifices qu'elle comporte. Cette lutte est plus décisive que le référendum, étant absolument sincère et authentique. Et nombreux sont les peuples qui y ont eu recours pour faire triompher leur droit. Et, faut-il le répéter, c'est cette lutte millénaire qui a fondé le droit des peuples à disposer de leur sort et que les légistes, les hommes d'Etat, les constitutions et les déclarations, la Charte des Nations Unies n'ont fait que reconnaître et proclamer solennellement.

*
* *

En tête de ligne viennent l'Algérie et le Maroc.

L'Algérie qui, après avoir héroïquement résisté à la conquête, a été annexée purement et simplement; l'Algérie qui a sacrifié un million de ses enfants pour reconquérir sa liberté.

Quant au Maroc, il a combattu pendant des siècles pour maintenir son indépendance et l'intégrité de son territoire face à une coalition des puissants du jour. Et quand l'Etat a dû céder à des forces supérieures, le peuple, selon le terme heureux du professeur Dupuy, a pris la relève de l'Etat, poursuivant le combat sur tous les fronts jusqu'à la victoire finale qui manifesta, mieux que tout référendum, la volonté irrésistible de la nation.

En remontant l'histoire, on peut mentionner la libération sans référendum, par une lutte légitime, de nombreux pays.

La lutte se poursuit encore inlassablement pour la libération des peuples de la Namibie et la Palestine arabe.

*
* *

Parmi les motifs sur lesquels l'Espagne se base pour convaincre la Cour qu'elle doit refuser de répondre à la demande d'avis de l'Assemblée générale, elle mentionne le fait que l'Assemblée a déjà décidé qu'il soit procédé à un référendum, et qu'elle ne peut revenir sur cette décision qui la lie; l'avis n'aurait, dans ces circonstances, qu'une portée académique.

Cet argument a été à bon droit rejeté par la Cour.

Mais pourquoi l'Espagne s'est-elle tellement attachée au référendum ?

liked the last sentence of paragraph 59 to be completed as follows: "and in particular the legitimate struggle for liberation from foreign domination."

*
* *

Nothing could show more clearly the will for emancipation than the struggle undertaken in common, with the risks and immense sacrifices it entails. That struggle is more decisive than a referendum, being absolutely sincere and authentic. Many are the peoples who have had recourse to it to make their right prevail. It is, one need hardly repeat, that thousand-year struggle which has established the right of peoples to decide their own fate, a right which jurists, statesmen, constitutions and declarations, and the United Nations Charter, have merely recognized and solemnly proclaimed.

*
* *

In the forefront we find Algeria and Morocco.

Algeria, which, after having heroically resisted conquest, was purely and simply annexed; Algeria, which sacrificed a million of its children to reconquer its freedom.

As for Morocco, it fought for centuries to maintain its independence and the integrity of its territory in the face of a coalition of the mighty ones of the day; and when the State had to give way to superior force, the people, in the felicitous phrase of Professor Dupuy, took over from the State, continuing the fight on all fronts until the final victory, which showed, better than any referendum, the irresistible will of the nation.

Going back through history, one can mention instances of liberation without a referendum through the legitimate struggle of numerous countries.

The struggle is still being untiringly pursued for the liberation of the peoples of Namibia and Arab Palestine.

*
* *

Among the grounds put forward by Spain to convince the Court that it should refuse to answer the General Assembly's request for an advisory opinion, it mentions the fact that the Assembly has already decided that a referendum should be carried out, and that it cannot go back on that decision which is binding on it; the Advisory Opinion would, it is alleged, in those circumstances only be of academic interest.

That argument was rightly rejected by the Court.

But why is Spain so keen on the referendum?

On en peut trouver l'explication dans le mémorandum du ministre des affaires étrangères d'Espagne à l'ambassadeur du Maroc à Madrid en date du 5 avril 1957, qui détermine les modalités devant être adoptées pour que l'Espagne évacue le territoire et que le mémorandum énonce dans les termes suivants:

« 4. La reconnaissance en faveur de l'Espagne, en considération de l'œuvre qu'elle a réalisée, et sous une forme à convenir, de privilèges spéciaux, ainsi que la concession d'un droit préférentiel en relation à d'autres pays, en ce qui concerne le développement économique et l'exploitation en commun dudit territoire. » (Audience du 1^{er} juillet 1975.)

*
* *
*

On peut revoir ci-haut les mentions que j'ai faites de certaines des luttes que les Sahraoui ont entreprises en commun avec les Marocains pour repousser les troupes espagnoles et françaises (*supra*, p. 97). Cette lutte commune démontre leur détermination à réintégrer la mère patrie (*ibid.*).

L'allégeance au Sultan et le dispositif

Tout en ayant convenu avec la Cour que le Sahara occidental a des liens juridiques avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien, je conteste que ces liens ne constituaient pour le Maroc rien de plus qu'une allégeance entre le sultan du Maroc et certaines des tribus nomades vivant sur le territoire du Sahara occidental.

L'allégeance au Sultan n'est qu'un des éléments des liens juridiques.

Ces liens étaient de caractère étatique ou politique comme la Cour l'a dit.

En examinant de près le texte du paragraphe 162 auquel renvoie le dispositif, on constate au surplus ce qui suit:

1. Ce texte ignore totalement la notion de territoire en disant que le Maroc avait des liens juridiques avec certaines populations.

Ces populations ne vivaient pas entre ciel et terre.

Le territoire de Sakiet El Hamra qu'elles ont toujours habité et parcouru en tous sens, exploitant ses ressources agricoles (palmeraies, pâturages, cultures saisonnières, points d'eau, etc.) et ses ressources économiques (voies de communication, transit commercial), ce territoire n'est-il pas le leur?

L'Espagne s'est bien basée sur des accords avec des cheiks pour étendre son protectorat sur le *territoire* qu'ils habitent.

2. D'autre part, il faut se reporter à la question posée par l'Assemblée générale pour lui donner la réponse adéquate, or la question II est ainsi libellée: « Quels étaient les liens juridiques de ce *territoire* avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? »

One can find the explanation in the memorandum from the Spanish Minister for Foreign Affairs to Morocco's Ambassador in Madrid dated 5 April 1957, which lays down the procedures to be adopted for Spain's evacuation of the territory, which the memorandum states in the following terms:

"4. The recognition in favour of Spain, in consideration of what it has achieved, and in a form to be agreed, of special privileges, as well as the grant of a right preferential to that of other countries with regard to the economic development and joint exploitation of the said territory." (Hearing of 1 July 1975.)

*
* * *

Reference can be made again to the mention I made above of certain of the struggles which the Sahrawi undertook in common with the Moroccans to repel the Spanish and French troops (*supra*, p. 97). That joint struggle shows their determination to be reintegrated into the mother country (*ibid*).

Allegiance to the Sultan and the Operative Part of the Opinion

While having agreed with the Court that Western Sahara has legal ties with the Kingdom of Morocco and the Mauritanian entity, I do not accept that those ties represented for Morocco nothing more than ties of allegiance between the Sultan of Morocco and some of the nomadic tribes living in the territory of Western Sahara.

The allegiance to the Sultan is only one of the elements of the legal ties.

Those ties were of a State or political character, as the Court has said.

On close examination of the text of paragraph 162, to which the operative part of the Opinion refers, one notes, further, the following:

1. That text completely disregards the notion of territory in saying that Morocco had legal ties with certain peoples.

Those peoples did not live suspended between the sky and the ground.

The territory of the Sakiet El Hamra which they have always inhabited and traversed in all directions, exploiting its agricultural resources (palm groves, grazing grounds, seasonal crops, water-holes, etc.) and its economic resources (routes of communication and commercial transit)—is that territory not theirs?

After all, Spain based itself on agreements with sheikhs to extend its protectorate over the *territory* which they inhabited.

2. Further, one must refer to the question put by the General Assembly in order to give it an appropriate answer: but Question II is worded as follows: "What were the legal ties between this *territory* and the Kingdom of Morocco and the Mauritanian entity?"

Les liens que l'Assemblée générale demande de déterminer sont les liens juridiques du territoire, lequel (dans l'intention manifeste de l'Assemblée générale) inclut la population, et non pas uniquement les liens avec cette population.

3. La réponse telle qu'elle est libellée dans le dispositif, avec le renvoi aux motifs tels qu'ils s'énoncent, comporte une contradiction interne.

Car il y est fait mention du *territoire* du Sahara, mais tout de suite on explique par ledit renvoi que c'est des tribus qu'il s'agit.

En somme, les développements que j'ai exposés tout au long de mon opinion établissent qu'il existe des liens juridiques de caractère politique entre le territoire du Sahara occidental et le Royaume du Maroc. Je souligne: le territoire avec la population qui s'y trouve.

De toute façon, l'allégeance au Sultan équivalait à l'allégeance à l'Etat, comme il a été précédemment exposé.

En ce qui concerne l'ensemble mauritanien, les liens ethniques, sociaux, culturels, économiques, religieux que l'avis a relevés constituent les éléments des liens politiques entre le Sahara occidental et l'ensemble mauritanien.

(Signé) Fouad AMMOUN.

The ties which the General Assembly request should be determined are the legal ties of the territory, which (as obviously intended by the General Assembly) includes the population, not solely the ties with that population.

3. The reply, as worded in the operative part, with the reference to the grounds as stated, contains an internal contradiction.

Mention is made there of the *territory* of the Sahara, but it is immediately explained, by the cross-reference, that it is the tribes that are meant.

In short, the considerations which I have set forth throughout my Opinion establish that there exist legal ties of a political character between the territory of Western Sahara and the Kingdom of Morocco. I would emphasize: that territory with the population living there.

At all events, allegiance to the Sultan was equivalent to allegiance to the State, as has been explained above.

As regards the Mauritanian entity, the ethnic, social, cultural, economic and religious ties indicated in the Opinion constitute the elements of the political ties between Western Sahara and the Mauritanian entity.

(Signed) Fouad AMMOUN.